

L'armée de Terre française à l'aube de 2017... : **nouvelle donne stratégique, nouveau jeu militaire**

*Par le général Jean-Pierre Bosser**

Nous assistons à un changement d'époque du point de vue stratégique. Ce n'est une première, ni pour l'humanité, ni pour la France. Pour autant, les nouveaux équilibres et rapports de force qui semblent se dessiner méritent d'être considérés. Tournant la page de cinquante années d'Europe en surplomb des autres belligérants – tantôt arbitre des crises, tantôt acteur par procuration des conflits – le vieux continent assiste au retour de la guerre sur son sol, une guerre qui vient frapper la chair de ses enfants et qui s'invite dans des scènes de vie quotidienne, à l'occasion d'un concert ou d'un feu d'artifice, dans un grand aéroport ou dans une petite église...

Les armées européennes payant, notamment depuis une dizaine d'années, le prix du sang en opérations extérieures, la dure réalité de la guerre s'était progressivement rappelée aux consciences. Faisant désormais couler ce sang sur son propre sol, cette réalité a désormais franchi l'écran de plasma qui la contenait pour s'inviter dans les foyers.

Nos sociétés occidentales sont d'ailleurs comme sidérées par cette menace qui se rapproche de leur pré carré tout en se fortifiant. Symptôme de cet "état second", ceux qui en parlent naviguent souvent entre les excès de l'hyperbole émotionnelle et ceux de l'oxymore juridique pour tenter de décrire ce qui n'obéit à aucun schéma habituel. Croyant pouvoir jouir des dividendes de la paix, nos sociétés n'étaient pas prêtes à pareil soubresaut.

Elles ont brusquement redécouvert le vrai visage de la guerre, une créature qui échappe totalement à ses géniteurs, une entreprise qui n'a pas besoin de l'assentiment des protagonistes qui la mènent pour exister, une réalité que le déni renforce plus qu'il ne l'affaiblit.

Dans ce contexte d'insécurité croissante et alors que le monde se réarme énergiquement, l'outil militaire redevient progressivement, en France, l'objet de toutes les attentions. L'Histoire nous rappelle que ce type de réveil des consciences a, dans notre pays, fâcheuse habitude à être tardif. Gageons que ce ne soit pas trop tard cette fois-ci. Convaincus que les termes d'ennemi et de guerre sont bien davantage que des artifices sémantiques, ne perdons donc pas une minute pour agir dès aujourd'hui tout en préparant l'avenir.

Après quelques réflexions sur l'ennemi et sur la guerre, qui sont au fondement de l'action militaire, le propos s'attachera à aborder l'armée de Terre dans son utilité (le pourquoi) ainsi que dans sa dynamique d'adaptation à la nouvelle donne stratégique (le comment).

* Le général d'armée Jean-Pierre Bosser est Chef d'état-major de l'armée de Terre.

De l’ennemi et de la guerre

Sommes-nous en guerre ? Celui qui tue sur notre sol et nous terrorise est-il notre ennemi ? Ces deux questions ont fait couler beaucoup d’encre. Elles continueront de le faire, en vain, tant que le débat restera positionné sur un champ inadapté.

Principalement employés dans un registre émotionnel, ces termes fusent après chaque événement avant d’être fustigés dès lors que le temps produit son effet amnésique. Pas de constance donc, pas de profondeur temporelle, juste une approche du temps court, une approche qui est même singulièrement égocentrique. L’ennemi me frappe, il existe donc. L’ennemi ne me frappe plus, il n’y a plus d’ennemi. Il y a là à la fois narcissisme et déni de réalité.

Quand on se garde de l’écueil de l’émotion, on est guetté par celui du juridisme. Juridiquement, effectivement, nous ne sommes pas en guerre, et le terroriste n’est donc pas belligérant d’un conflit. Mais le droit est-il une fin en soi ou le moyen imparfait de réguler le réel ? Les *jus in bello* et *jus ad bellum* ne sont pas des *corpus* révélés mais plutôt éprouvés et maturés dans le temps. Alors, s’ils ne permettent pas aujourd’hui de qualifier la tuerie du Bataclan d’acte de guerre et leurs auteurs d’ennemis de la France, peut être faut-il que le droit évolue à nouveau ?

Le seul registre sur lequel il convient de se placer pour parler de guerre et d’ennemi est le registre qui a fait ces mots : le registre stratégique. Sous cet angle, celui qui s’est juré de nous détruire et qui entreprend des actions pour réaliser son dessein est objectivement notre ennemi. L’affrontement entre lui et nous – chez lui comme chez nous – est une guerre. C’est le principe de réalité qui nous commande de parler d’ennemi, c’est alors le principe de responsabilité qui nous impose le mot guerre. Le déni ne paye jamais. Il ne faudrait pas d’un second “Munich”.

Pour autant, cette guerre est nouvelle dans son mode à défaut de l’être dans son essence. Elle est nouvelle parce que nous assistons à l’imbrication pleine et entière de deux modes qui se contentaient par le passé de se chevaucher : le mode mineur et le mode majeur, l’asymétrie et la symétrie, la petite guerre et la grande. Ainsi, même, opposer dialectiquement les “menaces de la Force” aux “risques de la faiblesse”, comme nous sommes trop souvent tentés de le faire, conduit à nier la grande porosité qui existe désormais entre ces deux notions. C’est d’ailleurs ce que l’on nomme aujourd’hui “hybridité”. La notion peut sembler “fourre-tout” mais elle présente le mérite d’éviter une lecture réductrice où les “probables ennemis” seraient des bandes rebelles dépenaillées et où les “peu probables ennemis” seraient des colonnes de chars en ordre de bataille. Quand un avion devient missile de croisière contre le World Trade Center, quand un camion se transforme, à Nice, en une munition d’artillerie à précision métrique, alors les rapports de force prennent un reflet différent et le classement de nos ennemis se complique grandement.

Quelles sont donc les caractéristiques des conflits dans lesquels nous sommes engagés pour encore de longues années ?

Les nouveaux conflits, plus que jamais, s’imposent à nous davantage que nous nous imposons à eux :

- Nous ne pouvons plus intervenir quand nous le décidons et nous retirer quand bon nous semble. Après des décennies d’interventions d’intensité moyenne, en Afrique ou au Moyen-Orient, interventions dans lesquelles nous avons souvent un rôle de juge de paix, les circonstances nous ont progressivement conduits, depuis une dizaine d’années, à endosser la fonction de simple protagoniste. Nous sommes passés d’une logique d’interposition à une logique d’opposition. D’une certaine façon, pourrait-on dire, alors que nous étions “à la guerre”, nous sommes désormais pleinement “en guerre”.
- Dans ces conflits, nous ne faisons d’ailleurs plus forcément figure de favori, de “fort”. Les conflits se règlent désormais “du faible au faible”. Plusieurs raisons expliquent cette évolution. Elles sont principalement à trouver dans l’émergence des champs “nivelants”. Géographiquement tout d’abord, l’émergence de la zone urbaine comme théâtre d’opération a clairement atténué les rapports de force en limitant les avantages de la haute technologie. De la même façon, la place croissante occupée par le champ des perceptions et de l’information déplace ces mêmes rapports de force sur un terrain où la technologie est accessible de tous. Le “pouvoir égalisateur de l’atome” a cédé la place au “pouvoir égalisateur de l’électron”.

Ces nouveaux conflits sont ensuite décloisonnés, triplement décloisonnés :

- D’un point de vue spatial, tout d’abord, car la guerre s’affranchit désormais des frontières dans un continuum intérieur-extérieur. La prédominance du champ informationnel dans les engagements modernes est en grande partie à l’origine de l’affaiblissement des notions de front et de frontière. Le califat numérique se joue ainsi de l’ordre westphalien.
- D’un point de vue temporel, ensuite, car la guerre n’est plus limitée dans le temps mais elle est diffuse, avec des pics de violence et des phases contenues. L’époque n’est plus aux guerres que l’on déclare et aux paix que l’on signe. Paix et guerre sont les deux faces d’un même état et cohabitent désormais dans un nouveau monde avec lequel il nous faut apprendre à vivre en tant qu’hommes et qu’il nous faut apprendre à dompter en tant que soldats.
- D’un point de vue sociologique, enfin, car la frontière entre les gens de guerre et les autres est aujourd’hui des plus ténues. L’ennemi frappe indifféremment civils, policiers et militaires. Lui-même, est-il militaire ? Il n’en a souvent ni l’apparence, ni la condition juridique. La guerre “au milieu des civils” n’est pas une nouveauté, loin s’en faut. La guerre “par des civils” semble en revanche s’imposer aujourd’hui, prenant d’une certaine façon le contre-pied des armées occidentales qui s’étaient professionnalisées.

Nous sommes donc en guerre, dans un monde qui est finalement plus dangereux et plus incertain qu’il ne l’était hier. Réfléchir aujourd’hui à l’utilité de l’outil militaire est à ce titre particulièrement opportun.

De l'utilité de l'outil militaire

Une première question se pose quand on évoque l'utilité de l'outil militaire : à quoi sert-il fondamentalement ? La réponse est sans ambiguïté et sans contestation possible : l'outil militaire sert à protéger la Cité, son territoire, son peuple et ses institutions. Le Livre Blanc de 2013 fixe des priorités stratégiques au premier rang desquelles, il spécifie que le rôle de l'outil militaire est de “protéger le territoire national et les ressortissants français, et de garantir la continuité des fonctions essentielles de la Nation”. La première des fonctions des armées, et de l'armée de Terre en particulier, est donc bien la protection de la France et des Français.

Faire la guerre n'est qu'une modalité permettant à l'outil militaire de remplir cette fonction supérieure. Créer du lien social et contribuer ainsi à renforcer les défenses immunitaires de la Nation en est une autre. Ainsi, pour une unique fonction supérieure, l'utilité de l'outil militaire se décline sur deux modes qui sont complémentaires l'un de l'autre.

Le premier est celui de l'engagement “par les armes”, que ce soit sur le territoire national ou à l'extérieur. Il s'agit pour l'armée de Terre de “protéger ici et de combattre à l'horizon dangereux”, c'est-à-dire de protéger la Cité au plus près et au plus loin. Ces deux approches sont parfaitement complémentaires du fait du décloisonnement spatial des conflits que nous évoquions précédemment : il faut traiter la menace dans sa globalité géographique. Quant à l'“horizon dangereux”, l'imprécision volontaire du terme invite implicitement à se garder de toute focalisation excessive sur les menaces du temps présent pour envisager également celles du temps futur : en d'autres termes, il est primordial de ne pas développer une obsession du flanc Sud, exclusive des autres menaces potentielles.

L'engagement par les armes impose enfin quatre règles simples :

- L'unicité du soldat en réponse à l'unicité de la menace. Il est important de fuir la tentation d'une armée à deux vitesses (une armée extrêmement compétente dédiée aux opérations extérieures et une armée de masse engagée sur le territoire national) pour trois raisons : premièrement, le centre de gravité de la menace entre intérieur et extérieur se déplaçant, il est crucial de conserver une aptitude à réorienter rapidement nos efforts ; deuxièmement, une armée de Terre dédiée au territoire national deviendrait rapidement supplétive et serait dénaturée ; troisièmement, enfin, en termes d'attractivité du métier, les forces dédiées au territoire national rencontreraient très certainement des difficultés.
- La préservation d'un modèle d'armée complet, présent sur l'ensemble du spectre capacitaire. C'est le pendant “équipements” du point précédent. La réactivité et l'adaptabilité sont primordiales dans un contexte de menaces extrêmement volatiles et versatiles. Ainsi, notre aptitude à nous engager dans un conflit de type symétrique doit être préservée quand bien même la probabilité d'occurrence semble, dans un futur immédiat, assez faible.
- La nécessaire approche interalliée des questions militaires. Il faut partager le fardeau sécuritaire. Les partenariats avec nos alliés, au sein de l'OTAN comme également avec d'autres pays avec qui nous avons soit des intérêts capacitaires

convergençs, soit une menace commune, sont à privilégier. Cet effet démultipliateur est absolument nécessaire.

- L’indispensable inversion du rapport de force temporel : tactiquement, il est nécessaire de chercher à agir toujours plus vite pour conserver ou, le cas échéant, reprendre l’initiative face à un ennemi très difficilement prévisible. C’est la notion de “foudroyance”. Stratégiquement, en revanche, nous devons prendre le temps et nous “armer de patience” comme l’écrit le ministre de la Défense dans son récent ouvrage *Qui est l’ennemi ?*

Le second axe est souvent beaucoup moins compris car ses résultats sont plus difficilement quantifiables... et ce qui ne se compte pas ne compte souvent pas aux yeux des plus nombreux. Il s’agit pourtant là d’une mission essentielle de l’armée de Terre : “participer à la consolidation de l’édifice national” dont elle est constitutive. Cette mission peut s’entendre à trois niveaux.

- Premièrement, par la participation concrète de l’armée de Terre à l’action interministérielle, en contribuant à sa mesure à l’action du pays dans de multiples secteurs. Elle est, en effet, à la fois acteur économique majeur (soutien de la base industrielle et technologique de défense : BITD-Terre) et poumon de nombreuses villes de garnison), acteur diplomatique essentiel (coopération, accords de Défense), acteur incontournable de la sécurité (participation à la sécurisation du territoire national, formations militaires des pompiers et de la sécurité civile), et acteur partenaire de l’éducation de la jeunesse (dispositifs de formation comme le service militaire volontaire et le service militaire adapté notamment).
- Deuxièmement, par sa véritable utilité sociale, son rôle de creuset républicain. Chaque année, l’armée de Terre rend environ 15 000 militaires à la vie civile, autant de citoyens instruits et ayant acquis une expérience du vivre ensemble particulièrement fondatrice. À ceux-ci, il faut aussi ajouter les quelques 6 000 hommes annuellement issus du service militaire adapté (que l’armée de Terre éduque et auxquels elle donne un métier) et ceux du service militaire volontaire (dispositif expérimental qui forme 1 000 jeunes en deux ans mais dont l’objectif est, à terme, de former 10 000 jeunes chaque année). Ainsi, avec un flux annuel de 30 000 jeunes, souvent en quête de repères, l’armée de Terre participe de façon plus que significative à l’intégration sociale de ceux que l’on nomme “décrocheurs”.
- Troisièmement, par la promotion des valeurs, au premier rang desquelles figurent celles qui fondent la Nation : la Liberté, l’Égalité et la Fraternité. L’armée de Terre incarne pleinement ces valeurs. Ses hommes et femmes les vivent au quotidien et dans des situations parfois extrêmes. L’institution militaire sert même de repère dans la tourmente grâce à l’incarnation de ces valeurs. La cote de la Défense dans les sondages d’opinion en atteste : elle est la deuxième organisation en laquelle nos concitoyens ont le plus confiance, juste derrière les hôpitaux.

L'armée de Terre est donc une institution de portée duale, appelée à participer à la défense de la France et des Français ainsi qu'à la consolidation de la Nation. L'époque rendant aigus le risque sécuritaire comme celui de fracture de la communauté nationale, ce double rôle prend aujourd'hui tout son sens et doit servir de guide au façonnage de l'outil militaire.

De l'avenir

Lorsque le nouveau modèle de l'armée de Terre, baptisé “Au contact”, a été conçu, fin 2014, cette dualité était au cœur de la démarche. Le terme de “contact” incarne lui-même les deux dimensions : il évoque autant la cohésion que l'affrontement.

Bien au-delà de la réorganisation structurelle à laquelle certain le résume parfois, “Au contact” a été conçu pour rendre l'armée de Terre à la fois plus “connectée” à la Nation et plus “adaptable” au contexte à la fois sécuritaire et financier, lui permettant d'encaisser les chocs.

Alors qu'il se mettait en place, ce modèle a justement vécu un test opérationnel grandeur nature avec deux chocs successifs : une augmentation de la menace sur le territoire national et, par effet induit, une remontée en puissance. Ceci prouva alors toute la pertinence de la quête d’“adaptabilité”. La mise en avant du territoire national ainsi que des capacités à frapper vite et fort (forces spéciales et aérocombat) témoigne de cette même volonté que l'outil militaire soit pleinement adapté au contexte.

Avoir une armée de Terre plus “connectée” est l'autre ambition. Elle se décline sur plusieurs champs : c'est d'abord un rapprochement avec le monde de l'industrie de Défense dans une démarche *win-win*, pour les acquisitions d'équipements comme pour leur soutien. C'est également un rapprochement avec nos amis et alliés, ainsi qu'en interministériel, arguant du fait que nous partageons les mêmes menaces. C'est enfin, et peut-être surtout, un projet pour la cohésion nationale, incarné notamment par la montée en puissance des réserves et du service militaire volontaire.

L'époque est également le siège d'un second changement d'échelle majeur : l'armée de Terre vit aujourd'hui la transition capacitaire la plus importante des trois dernières décennies. Elle constitue une adaptation majeure de l'outil militaire à des engagements opérationnels toujours plus complexes contre des ennemis toujours plus insaisissables. Après la modernisation de notre flotte d'hélicoptères de combat, qui nous permet désormais de frapper vite et loin, c'est aujourd'hui le programme intégrateur SCORPION qui entre en phase de réalisation. Le cœur de combat de l'armée de Terre en sera profondément modifié, notamment au travers de l'infovalorisation et de capacités accrues d'agression comme de protection. Cette évolution de taille pour le combat aéroterrestre se présente à un horizon proche puisque le premier groupement tactique interarmes (GTIA) SCORPION sera opérationnel en 2021 et la première brigade interarmes SCORPION en 2023.

Si la bascule générationnelle de nos équipements semble désormais bien engagée, il convient toutefois d'être extrêmement vigilant quant au respect des cibles et des calendriers de livraisons. Ceux-ci gagneraient d'ailleurs à être accélérées tant pour des raisons

opérationnelles que pour des arguments économiques : le soutien des parcs anciens devient exorbitant et les cadences de productions industrielles sont clairement sous-optimisées.

“Au contact” et SCORPION sont aujourd’hui deux déclinaisons d’une même volonté : renforcer l’utilité de l’outil militaire pour faire face à la nouvelle donne stratégique. Ces deux évolutions majeures s’inscrivent donc dans une même dynamique prospective que l’armée de Terre a souhaité formaliser au travers d’un projet dénommé “Action Terrestre Future” (ATF) qui vise en particulier à éclairer la démarche capacitaire future. En interne, l’armée de Terre compte sur cette dynamique pour continuer de garder l’initiative sur l’ennemi, dans le milieu terrestre. En externe, l’objectif est double : favoriser la compréhension du besoin par les industriels et stimuler l’émergence de synergies en interalliés.

Dans cette démarche, partant de cinq principes fondamentaux – les trois principes historiques de Foch (liberté d’action, économie des moyens, concentration des efforts) et deux plus récents (incertitude et foudroyance) –, huit facteurs de supériorité opérationnelle (FSO) ont été retenus : compréhension, coopération, agilité, masse, endurance, force morale, influence, performance du commandement. Ils illustrent parfaitement l’approche globale dans laquelle l’armée de Terre veut s’inscrire aujourd’hui comme demain :

- agir dans le champ matériel avec masse, endurance et agilité ;
- agir dans le champ immatériel avec force morale, en cherchant à comprendre l’environnement et à influencer l’ennemi ;
- le tout en cohérence – grâce à un commandement performant – et en coopération avec les autres – à la fois en interministériel et interallié.

Le projet ATF n’a pas l’ambition de prédire avec précision et certitude ce que seront les ennemis de demain et la nature des engagements militaires. Il est avant tout une posture de recherche et d’innovation qui vise à maintenir, dès à présent, l’armée de Terre aux aguets face à la volatilité et la versatilité de la menace, comme aux ruptures à la fois stratégiques et technologiques.

Conclusion

“On ne subit pas l’avenir, on le fait”, écrivait Georges Bernanos. Et l’avenir commence aujourd’hui... Consciente à la fois de sa responsabilité vis-à-vis des Français et de l’ampleur de la tâche qui est la sienne, l’armée de Terre est en marche pour s’adapter au monde qui change. Dans son entreprise, elle est confortée tant par la confiance du pouvoir politique que par l’estime de tout un pays.

Pour autant, l’année qui vient est porteuse d’enjeux politiques majeurs sur les questions de défense : dans un contexte sécuritaire particulièrement sensible, un chef des armées est à élire, et une loi de programmation militaire à construire. Assumer la responsabilité de protéger qui est la sienne est la seule voie vers la victoire pour l’État. Cela suppose un effort de défense significatif. Renoncer à cette assurance-vie est en général irresponsable, le faire en l’état actuel du monde serait suicidaire.